Blackrock- Friedrich Merz fait « le sale boulot », un livre de Werner Rügemer sur le pouvoir financier américain et la politique allemande

vendredi 17 octobre 2025, par NachDenkSeiten

Blackrock- Friedrich Merz fait « le sale boulot », un livre de Werner Rügemer sur le pouvoir financier américain et la politique allemande

16 octobre 2025 un article de Éva Péli

En 1980, à la Krefelder Seidenweberhaus, l'appel de Krefeld contre la mise en place de missiles nucléaires en Allemagne contre l'URSS, alors prévue par les États-Unis, a été proclamé, il a été soutenu par quatre millions de signatures. Puis suivi par l ' « appel de Berlin », qui s'oppose à la mise en place de missiles nucléaires en Allemagne, décidée à nouveau par les États-Unis pour 2026. L'alliance « des appels de Krefeld et Berlin » invite le 25 octobre à un rassemblement à Krefeld avec des personnalités de la culture, de la musique, de l'Église, du théâtre, de l'art et de la science. Éva Péli s'est entretenu avec l'un des intervenants, le philosophe et publiciste Werner Rügemer.

Éva Péli : M. Rügemer, votre discours pour le rassemblement des appels de Krefeld et Berlin « a le titre provocateur de résistance de tous au sale boulot de Friedrich Merz de BlackRock ».

Pourquoi l'union de la société d'investissement américaine BlackRock avec la politique du gouvernement fédéral actuel le chancelier Friedrich Merz est-elle si dangereuse qu'ellejustifie cet appel à la résistance ?

Werner Rügemer : lors du sommet du G7 en juin, Merz a félicité Israël pour avoir « fait du sale boulot pour nous tous » au Moyen-Orient, pour « L'Occident libre », à travers les frappes aériennes contre L'Iran qui ont tué des centaines de civils. Ainsi, la puissance nucléaire incontrôlée D'Israël, qui dispose de bombes atomiques, contre l'Iran sous surveillance étroite, dont les bombes atomiques n'existent que dans l'imagination des gouvernements américain et israélien : C'est ce que loue Merz. Il connaît ça. Il fait lui-même un sale boulot pour cet occident « libre ».

Israël est le sale boulot pour que les États-Unis réorganisent tout le Moyen-Orient depuis des décennies, défiant le droit international, et fermant les yeux sur le génocide des Palestiniens à Gaza. Cela vaut non seulement pour la « Riviera du Moyen-Orient » promue par le président américain Donald Trump à Gaza et aux investissements également en Cisjordanie, mais aussi dans le « grand Israël », y compris dans les États voisins D'Israël, sans oublier les États du Golfe — et la Liste n'est pas exhaustive.

Le plus grand gestionnaire D'actifs au monde, BlackRock, profite massivement du réarmement D'Israël et de L'actuelle guerre de Gaza, en tant qu'actionnaire de premier plan des sociétés américaines du complexe militaro industriel et de Technologie présentes en Israël. Ils ont également

aidé Israël à devenir le premier point chaud mondial de la technologie numérique de surveillance et de mise à mort sur des Palestiniens occupés et résistants (comme le montre L'exemple bien connu de Pégase). En conséquence, le pays est devenu un exportateur mondial réalisant de gros bénéfices grâce à ces technologies.

La Représentante spéciale des Nations Unies, Francesca Albanese, a détaillé dans son avis « From Economy of Occupation to Economy of Genocide » (de L'économie d'occupation à l'économie génocidaire) les entreprises américaines actives dans ce domaine. BlackRock a ouvert une succursale à Tel Aviv pendant la première présidence de Trump, où il conseille les super riches ainsi que la bourse israélienne sur leur Expansion. Jusqu'à récemment, BlackRock, engrange les bénéfices en fournissant des armes à l'Ukraine en tant que belligérant américain « occulte », mais aussi en tant que coordinateur de la « reconstruction » de l'Ukraine.

Trump et BlackRock sont d'accord : les affaires sont plus rentables lorsque la guerre dure plus longtemps et que la destruction est presque totale, car cela garantit des profits plus importants lors de la reconstruction ultérieure. Merz souhaite également avoir sa part du gâteau.

Merz est le premier chef du gouvernement de « l'Occident libre » dirigé par Washington comme son homologue israélien Netanyahu.

Et en quoi consiste le » sale boulot « de Merz pour BlackRock en Allemagne ?

Merz fait le » sale boulot « pour les investisseurs américains en Allemagne depuis deux décennies, depuis 2005-un fait peu connu du Grand Public.

Le gouvernement fédéral rouge-vert dirigé par le chancelier Schröder et le vice-chancelier Fischer a ouvert l'Allemagne avec « Agenda 2010 » grâce à des avantages fiscaux aux investisseurs étrangers. À partir de 2000, les sociétés d'investissement américaines telles que KKR, Blackstone et Carlyle ont saisi cette opportunité. Elles ont acheté des milliers d'entreprises de taille moyenne, les ont lourdement endettées puis, vendus à la découpe les biens immobiliers, imposé un GEL des salaires, supprimé des emplois, éliminé les comités d'entreprise et cédé les entreprises « restructurées "à un nouvel investisseur. En raison de leur brutalité, ces investisseurs furent rapidement dénommés » "sauterelles ».

À partir de 2005, Merz a promu ce processus de désindustrialisation de l'Allemagne, s'enrichissant personnellement au passage.

Pour conseiller ces investisseurs, le cabinet D'avocats américain Mayer Brown LLP de Chicago a ouvert une succursale à Düsseldorf. Qui a fait appel en tant que consultant et lobbyiste à Friedrich Merz. Cela s'est produit en 2005, peu de temps après avoir quitté la direction du groupe parlementaire CDU. Il connaissait bien la clientèle la plus importante de la CDU, les entreprises moyennes allemande qui suscitaient l'admiration de nos voisins, , sont l'objet de la cupidité des investisseurs américains.

Jusqu'en 2021, soit pendant 16 ans, Merz n'était pas seulement un employé de Mayer Brown : il est immédiatement devenu copropriétaire du cabinet, gagnant ainsi le double. À proprement parler, il a gagné trois fois, car son travail de consultant lui a également valu des mandats au conseil d'administration d'une douzaine d'entreprises qu'il suivait.

Il y vantait le fait que « nous avons maintenant aussi des "sauterelles » en Allemagne ». Il a appelé à la privatisation des systèmes sociaux, à la retraite gérée par des entreprises privées et à la réduction des impôts pour la soi-disant 'élite » et ses bénéfices invraisemblables la conséquence on a exigé des travailleurs la fin des hausses de salaire, des salaires plus élevés, pour les dirigeants d'entreprise, et

les stocks options. Pour les chômeurs, dit Merz, 132 euros par mois suffisaient !

C'est ainsi que, Merz 'est devenu fait multimillionnaire, heureux propriétaire de deux jets privés et d'une résidence secondaire sur les rives célèbres du Tegernsee prés de Munich (résidence préférées des millionnaires allemands).

Mais BlackRock n'apparaissait pas n'est-ce pas ?

C'est exact, mais cette phase faite de discrétion et de secrets était la condition sine qua non d'entrée sur le marché allemand de BlackRock. le plus grand des nouveaux investisseurs protégés par les États-Unis a développé son activité internationale à partir de 2008 après la crise financière — suivant ainsi les « sauterelles ». Comme dans tous les pays importants (comme L'Angleterre, la France et la Suisse), BlackRock a également trouvé des lobbyistes bien rémunérés comme Merz en Allemagne.

Tout en étant resté chez Mayer Brown, Merz a également assumé la présidence du Conseil de surveillance de BlackRock Asset Management Deutschland AG à partir de 2016. Là encore il a gagné deux fois : d'abord en tant que président du Conseil de surveillance et, deuxièmement, via un contrat de conseil supplémentaire. Il a négocié au cours de réunions secrètes avec les ministres des finances des gouvernements Merkel, dont Wolfgang Schäuble et Olaf Scholz, ainsi qu'avec le Chef de la Chancellerie fédérale Helge Braun.

Après la vente des entreprises moyennes allemandes non cotées en bourse, le nouveau mandat de Merz fut : la vente des plus grandes sociétés allemandes par actions. Ainsi, BlackRock, en secret sous la chancelière Merkel, est devenu le plus grand actionnaire d 'Allemagne des 40 groupes du DAX : — D'Adidas à Siemens, VW et Zalando en passant par Bayer, Deutsche Bank, Rheinmetall et RWE — ainsi que dans les petites sociétés par actions du MDAX.

Selon une étude, cette nouvelle forme non réglementée de monopole est aussi un danger pour la démocratie et la prospérité. Pouvez-vous justifier cela plus en détail ?

La crise économique actuelle en Allemagne met en évidence le danger : alors que les fournisseurs, les artisans et les PME connaissent des faillites massives, les géants financiers comme BlackRock & Co.ne sont pas touchés leurs bénéfices et la valeur de leurs actions augmentent rapidement, s'accélérant depuis la crise du coronavirus, et le DAX grimpe à des sommets sans précédent bien au-dessus de 20 000 points. Cela souligne un dangereux découplage des grandes entreprises et de leurs actionnaires comme BlackRock alors que l'économie est en crise grave.

Le danger central pour la démocratie et la prospérité réside dans la concentration du pouvoir et le conflit d'intérêts :

BlackRock — toujours en liaison avec les prochains plus grands acteurs financiers tels que Vanguard, State Street, Capital Group et Fidelity — est le plus grand actionnaire de toute l'industrie de la défense occidentale. Cela concerne non seulement des sociétés américaines telles que Lockheed, Boeing, General Dynamics et Raytheon/RTX, mais également des poids lourds européens tels que BAE Systems au Royaume-Uni, Leonardo en Italie et Rheinmetall en Allemagne.

L'activité de ces acteurs financiers se nourrit d'une instabilité maximale : plus il y a de guerres et plus elles durent longtemps – même si elles sont impossibles à gagner militairement, comme en Ukraine — plus les bénéfices de l'industrie de la défense sont élevés.

Cet impératif financier correspond précisément à l'Agenda politique du réarmement accéléré. Merz organise activement ce réarmement massif et les subventions gouvernementales à L'Industrie,

suivant ainsi les instructions de Trump et définissant les dépenses d'armement comme le principal moyen de sortir de la désindustrialisation.

Mais comment les citoyens ordinaires sont-ils directement touchés ?

Au niveau domestique, l'influence de cette création de monopole se manifeste le plus clairement sur le marché du logement. Personne ne détient autant de biens que BlackRock dans les trois plus grandes sociétés de logement allemandes — Vonovia, Deutsche Wohnen et LEG. La LEG (Landes-Entwicklungs-Gesellschaft), autrefois la société de logement du Land de NRW, a d'abord été exploitée par les » sauterelles 'et est maintenant détenue par BlackRock & Co.avec ce monopole unique et novateur, ces entreprises font systématiquement grimper les loyers, les services publics ainsi que les prix des condos et des parkings.

L'état subventionne ces loyers élevés via l'allocation de logement. Cependant, ces subventions se vont directement chez BlackRock & Co. L'état déjà surendetté s'endette en plus, ce qui à son tour dégrade les infrastructures dans des domaines tels que les transports, les écoles et les hôpitaux. Malgré les allocations de logement, de nombreux locataires doivent économiser massivement notamment sur le budget "alimentation, médicaments et santé, car le loyer dévore a moitié de leurs revenus.

Le gouvernement Merz refuse de prendre des mesures contre cela. Au contraire : sous la devise « l'état social actuel n'est plus finançable » — une déclaration récente de Merz — l'argent des Citoyens pour les chômeurs doit être réduit. Dans le même temps, les dépenses de la Bundeswehr et d'achat d'armements des États-Unis (y compris de l'Ukraine) sont massivement augmentées par une dette supplémentaire et un coût croissant des intérêts de la dette. Cette logique, enracinée dans l'entrelacs Merz-BlackRock, relie ainsi les coupes sociales au financement du réarmement.

La critique concerne aussi les monopoles numériques D'Amazon, Apple, Microsoft. Pourquoi est-ce mauvais pour la démocratie ?

Outre la modernisation, la numérisation est le pilier le plus important du programme Merz de réindustrialisation. Bien entendu, BlackRock & Co. sont également les principaux propriétaires de ces géants du numérique — entreprises les mieux valorisées du marché boursier.

Ces groupes construisent également d'énormes nouveaux centres de données en Allemagne, comme Microsoft dans les anciennes régions de lignite de Rhénanie du Nord-Westphalie.

L'état subventionne également ces projets et s'endette un peu plus. Le revers de la médaille : le nombre d'emplois dans ces installations désertes remplies de superordinateurs est faible. De plus, les énormes besoins en eau de refroidissement et en énergie électrique ne sont pas résolus ; une grande partie proviendra de nappes phréatiques. Ce n'est pas un problème pour Merz, qui s'engage à conserver les énergies fossiles et à continuer à produire des voitures à combustion. Il a également promis à Trump que L'Allemagne et l'UE augmenteraient l'achat du gaz de fracturation extrêmement polluant aux États-Unis.

Les commandes de la numérisation de l'État allemand, des Länder, des municipalités et des entreprises vont donc directement à ces groupes américains ou à BlackRock & Co.Le Digital Services Act de l'UE n'empêche pas la transmission des données de l'état et des consommateurs aux autorités américaines. Aux États-Unis, ces groupes numériques sont soumis au Patriot Act, qui exige que toutes les données soient transmises de l'étranger au nom de l'intérêt national » américain.

Ce n'est pas seulement une bonne affaire pour les États-Unis, mais aussi un puissant outil de surveillance, de contrôle et de domination, qui est un préjudice fondamental pour la démocratie en

Allemagne et dans l'UE.

Merz n'a aucune objection à cette suprématie américaine. Il a finalement été pendant des années président du » pont de l'Atlantique », fondé en 1951 par le banquier américain John McCloy pour lier encore plus étroitement la République fédérale D'Allemagne aux États-Unis, en complément de L'OTAN et du plan Marshall.

La critique concerne aussi les bas salaires promus par Merz. Quel lien avec BlackRock ?

Dans son livre "oser plus de capitalisme", Merz, avant même son implication avec BlackRock, a exigé clairement et publiquement :

– La suppression du salaire minimum car cela nuit à l'Allemagne

– Les syndicats sont exclus des entreprises et les conventions collectives n'existent plus ; au lieu de cela, les salaires et les conditions de travail doivent être négociés individuellement au niveau de chaque entreprise. Les négociations de branches n'existent plus. (En France ce fut la refondation sociale de Notat CFDT et du Medef !)

– Suppression de la semaine de travail de 40 heures et augmentation à 42 heures. Minimum ;

Fin de la protection contre le licenciement abusif.

Merz avait fièrement décliné ce » sale boulot "au service des capitalistes américains avec sa vantardise légendaire" de l'époque.

En tant que président de la CDU, Merz a dû manger son chapeau et se modérer face à la perte massive d'électeurs. Mais sur le fond cette voie est de toute façon suivie par les grandes sociétés par actions détenues par BlackRock & Co. :

Les emplois sont supprimés et les sites de production émigrent aux États-Unis et en Chine. De plus, le salaire minimum est maintenu à un niveau extrêmement bas.

En outre, le non-respect du salaire minimum touche des millions de salariés, des fournisseurs et prestataires de services, il est largement toléré, l'absence de contrôle par l'État, même encouragée en toute impunité.

Cela s'appelle "Débureaucratisation" encouragée du gouvernement actuel, tout comme la suspension de la Loi sur les chaînes d'approvisionnement. Le résultat est une baisse des salaires mondiale, contraire aux droits de l'homme, qui profite directement à BlackRock & Co.

Ils mettent l'accent sur la large résistance nécessaire, y compris au niveau international. Comment cela devrait-il se passer, qui devrait le faire ?

Les bénéficiaires et les organisateurs du capitalisme "Sauterelle" et BlackRock, ainsi que leurs complices au niveau politique et dans les principaux médias, ont pour appauvri, frustré et rendu malades les sociétés occidentales. L'espérance de vie dans les classes sociales inférieures est en baisse, les États-Unis étant le triste précurseur. Dans le même temps, les super-riches représentés par BlackRock & Co.sont plus puissants et plus riches que jamais.

Alors que ces élites paient des recherches pour vivre au moins 120 ans — en parfaite santé —, elles se retirent d'abord dans leurs résidences surveillées sur les îles des Caraïbes et leurs terrains de golf fortifiés. Le fantasme pervers culmine dans l'idée de quitter la planète Terre, devenue invivable

plus tard pour Mars.

Leur “solution” stratégique vis-à-vis des pauvres et des humiliés se compose de deux piliers systémiquement interdépendants :

– La mise en scène d’ennemis dangereux : dans une nouvelle édition du “danger bolchevique” après les guerres mondiales, des acteurs tels que Merz et BlackRock font avancer le réarmement. Cela vise la Russie et L’Iran et sert à la préparation mondiale à long terme par des guerres locales (comme c’est le cas maintenant en Ukraine et au Moyen-Orient, bientôt au Venezuela) à la Guerre mondiale potentielle.

– La deuxième “solution” systémique est l’appauvrissement, la surveillance et la discipline ciblés des salariés et des retraités. Cela se fait par le broyage ou le renchérissement des infrastructures et le démantèlement en cours de l’État-providence.

Alors, quelle est la bonne solution ?

Pour instaurer la paix et les conditions préalables, toutes les personnes concernées doivent s’organiser. Il s’agit notamment des travailleurs salariés des entreprises, des hôpitaux et des administrations publiques, des retraités, des locataires, des travailleurs saisonniers et migrants — et, partout, des femmes particulièrement touchées.

Même les petites et Moyennes Entreprises et les travailleurs indépendants sont appelés à se soulever et à se regrouper en dehors de leurs anciennes structures patronales.

Ce changement est en cours, loin des projecteurs de l’actualité. À la base, de nouvelles coopératives apparaissent — dans les villages, chez les éco-agriculteurs, dans les groupes de soins et les réunions de personnes âgées. Des entrepreneurs individuels de taille moyenne se sont réveillés et nouent des contacts avec des partenaires commerciaux dans les pays BRICS.

Depuis longtemps, des organisations démocratiques de gauche s’organisent dans des conférences à l’échelle de l’UE. Des initiatives de neutralité nationale tiennent des conférences communes et invitent des représentants de Suisse et D’Autriche. Un large éventail de médias alternatifs s’est établi avec des réseaux internationaux. Par exemple, je publie moi-même dans les médias en Inde, aux États-Unis, en France, en Espagne, au Brésil, en Russie et en Turquie.

En résumé, L’OTAN, dirigée par les États-Unis, est l’Organisation la plus dangereuse au monde, qui s’étend en Asie. Ainsi, ceux qui recherchent la paix, la démocratie, la sécurité et la prospérité doivent agir selon la devise :

Quitter L’OTAN ! » — associé à la devise – “Débarrassons-nous du capitalismeanglosaxon !

Vous trouverez plus d’informations sur L’événement ici :
https://www.vom-krefelder-zum-berliner-appell.de/

L’appel de Krefeld et Berlin-art et science pour la paix, 25 octobre 2025, 15 h – 19h, Seidenweberhaus, Krefeld

Werner Rügemer : BlackRock Allemagne. La puissance mondiale Clandestine, ses pratiques en Allemagne et Friedrich Merz. Berlin 2025, background Verlag (WISSEN KOMPAKT), Livre de poche, 112 pages, ISBN 978-3-910568-17-4, 14,80 Euro.

Voir en ligne : NachDenkSeiten